



Coup d'œil sur l'itinéraire atypique de six créateurs de la **relève théâtrale** *Cahier E*

Retour inattendu des pamphlets interdits de **Louis-Ferdinand Céline** *Cahier F*

www.ledevoir.com

LE DEVOIR

VOL. CIII N° 199

LE DEVOIR, LES SAMEDI 1^{ER} ET DIMANCHE 2 SEPTEMBRE 2012

2,61 \$ + TAXES = 3,00 \$

PAULINE MAROIS AU DEVOIR

Pour un gouvernement des différences

Le PQ garderait les deux pieds ancrés dans le Conseil de la fédération



JACQUES NADEAU LE DEVOIR

« Je veux développer une vision qui permettrait de mieux intégrer la participation citoyenne et ainsi écouter ce que les régions, la métropole et la Capitale nationale ont à dire afin d'adapter les programmes gouvernementaux », dit Pauline Marois.

KATHLEEN LÉVESQUE

Un éventuel gouvernement du Parti québécois nommerait un ministre de la Gouvernance démocratique afin d'instaurer des élections à date fixe, de mettre en place la mécanique des référendums d'initiative populaire et, surtout, de stopper le mur-à-mur dans les politiques

gouvernementales en les adaptant aux différences régionales.

En entrevue avec l'équipe éditoriale du *Devoir*, la chef Pauline Marois a dit souhaiter que les citoyens aient un impact plus direct sur la gestion des choses de l'État si elle est élue mardi prochain. Elle a donc donné certaines indications à son comité de transition afin de met-

tre la machine gouvernementale à l'écoute de la population, au lendemain d'une victoire péquiste. Le poste de ministre de la Gouvernance démocratique en serait la porte d'entrée.

« Je veux développer une vision qui permettrait de mieux intégrer la participation citoyenne et

VOIR PAGE A 12 : MAROIS

Inquiétudes dans la communauté anglophone

Un éventuel référendum et les politiques identitaires du PQ suscitent le mécontentement

MARCO BÉLAIR-CIRINO

La perspective de l'élection d'un gouvernement du Parti québécois (PQ), mardi prochain, après neuf ans de règne du Parti libéral du Québec (PLQ), attise les appréhensions de la communauté anglophone. Plusieurs Anglo évoquent même en privé ou en public la possibilité de prendre leurs cliques et leurs claques si la chef péquiste, Pauline Marois, est appelée à prendre la tête du prochain gouvernement.

La possibilité d'un troisième référendum sur la souveraineté du Québec en moins de 35 ans et, surtout, le programme politique du PQ en matière d'identité préoccupent grandement plus d'un anglophone.

« Je pense qu'un exode important nous attend... des personnes âgées bilingues qui sont effectivement restées en 1980 et 1995 ne souhaitent juste pas passer à travers cette connerie [«bullshit»] une troisième fois », a laissé tomber l'*Executive Editor* du quotidien *The Gazette* Raymond Brassard sur le réseau social Facebook. Le journaliste aguerri — Franco-Américain, petit-fils d'un immigrant canadien, ayant grandi à Lowell dans l'État du Massachusetts — répliquait au commentaire d'un internaute « las de ces "neverdums". Chill out, Québec, vous êtes déjà indépendants dans tous les sens, sauf pour la couleur sur la carte », avait écrit ce dernier. « Si le Québec est votre maison, vous devriez rester. Les intimidateurs [bulles] gagnent si vous vous enfuyez. »

Les Anglo-Québécois implantés depuis 1980,

VOIR PAGE A 12 : INQUIÉTITUDES

Cauchemar en vue

Autour de Gentilly-2, les taux de cancers infantiles dépassent de 27 % la moyenne québécoise

LOUIS-GILLES FRANCŒUR

Gentilly or Not to be est un film-choc que le grand public n'aura pas l'occasion de voir avant l'élection de mardi. Or, il plonge dans le débat en cours sur le nucléaire et réfute avec force les propos rassurants que servent régulièrement Hydro-Québec et le gouvernement Charest sur l'absence de dangers pour la santé publique liés au prolongement de la vie utile de la centrale nucléaire de Gentilly-2 (G2).

Ce documentaire de Guylaine Maroist et

d'Éric Ruel, des Productions de la Ruelle, révèle à partir de documents publiés en 2011 par les services trifluviens de la santé que le taux de cancer et de leucémie à proximité de la centrale chez les moins de 20 ans dépasse de 27 % la moyenne québécoise. On devrait s'attendre à 29,1 cancers dans ce secteur, alors qu'on en a dénombré 40. Ce qui ne serait « pas statistiquement significatif ».

« La centrale est fiable. Elle est sécuritaire », martèle l'ancienne ministre des Ressources na-

VOIR PAGE A 12 : GENTILLY



« Si vous voulez fonder une famille, ne le faites pas à Bécancour ou dans un rayon de 10 km », dit le Dr Ian Fairlie, radiologiste et spécialiste britannique des radiations attaché au Parlement européen.

Élections Québec 2012

Le choix du Devoir

Éditorial · Bernard Descôteaux : Pour l'expérience *Page B 4*

Le poids d'une voix



À regarder aujourd'hui · Les trois derniers vidéos dans le cadre du projet *30 électeurs pour raconter la démocratie* de l'Office national du film, avec *Le Devoir*.

ledevoir.com/30electeurs

Comparez les partis

À découvrir · Pour comprendre la position des partis sur 40 enjeux et aider à faire un choix politique raisonné, *Le Devoir* a créé cet outil unique : le Comparateur de programmes. elections.ledevoir.com

AUJOURD'HUI

Perspectives · **Le grand écart de Romney.** Son parti doit mobiliser et élargir sa base. *Page B 2*

Bon congé! · **Le Devoir ne sera pas publié lundi. De retour mardi.** D'ici là, toute l'actualité sera disponible à ledevoir.com.



Avis légaux.....	C 8
Carrières.....	C 4
Décès.....	C 11
Mots croisés.....	B 6
Petites annonces....	C 11
Sudoku.....	D 4

« Un fort beau livre ! »
Yanick Villedieu, *Les années lumière*

376 pages couleur
couverture rigide
39,95 \$ (papier)
19,99 \$ (numérique)
www.pum.umontreal.ca

Les Presses de l'Université de Montréal

POUR ÉVITER QUATRE ANS D'AFFRONTEMENTS

JE VOTE MAJORITAIRE

**Avec un gouvernement majoritaire
du Parti Québécois, nous pourrons :**

- abolir la loi 78 et la hausse des droits de scolarité;
- protéger notre langue;
- offrir un crédit d'impôt de 1 000\$ par enfant pour les sports et les arts;
- abolir la taxe santé de 400\$ par famille.

À nous
de choisir



ÉLECTIONS QUÉBEC 2012

MÉDIAS

Vox pop

STÉPHANE
BAILLARGEON

Le peuple va bientôt trancher. Oui, mais comment? Aura-t-on un gouvernement majoritaire ou minoritaire? Quel parti le dirigera? Et si le PLQ s'effondre, dans quelle mesure? Et quels scores atteindront Québec solidaire ou Option nationale?

L'instabilité de l'électorat fait même germer des « votes stratégiques » dans certains comtés. Un bon tiers des électeurs serait discret ou indécis, ce qui ajoute au stress, au suspense, aux possibilités de surprises, comme celles produites récemment aux élections albertaines et fédérales. Qui peut se vanter d'avoir vu venir le tsunami orange et l'engloutissement du Bloc?

Mais bon, chacun cherche encore à lire l'avenir électoral rapproché à la lumière des signes laissés dans les médias par la population. Les sondages offrent le meilleur outil de mesure, non pas de l'opinion publique, mais des intentions de vote. Comme le disait le père Gallup, géniteur de cette technique prolifique, il suffit de goûter une gorgée de vin pour évaluer toute la bouteille. Vendredi, *La Presse* prenait sa lampée. Aujourd'hui, *Le Journal de Montréal* porte la coupe aux lèvres.

La pratique a ses effets euphorisants. L'observation elle-même finit par teinter le jeu électoral. Toutes les enquêtes ne se valent pas, évidemment. On l'a à nouveau compris avec l'enquête automatisée de Forum Research, publiée dans le *National Post* il y a deux semaines, donnant les libéraux de Jean Charest en tête des favoris avec 35% des électeurs acquis. Aberrant, en français comme en anglais. En plus, bonnes ou mauvaises, sérieuses ou pas, toutes les enquêtes renforcent l'impression d'assister à un concours de popularité de quelques « produits politiques » et « images de marque » auprès des électeurs-citoyens-consommateurs.

La prétention de sonder l'« opinion publique » devient beaucoup plus troublante avec les *vox pop*. La « voix du peuple » serait un antidote au cynisme ambiant par rapport à la politique. Elle permettrait aussi d'entendre la voix de ceux d'en bas, dans un langage non codé, une langue verte, par opposition à la langue de bois ou de coton des pros de la politique, y compris les journalistes, chroniqueurs et autres éditorialistes.

Cette pratique médiatique n'a franchement aucune valeur « scientifique » et devrait toujours être présentée comme telle. Au mieux, ses défenseurs font preuve d'une navrante naïveté, au pire, d'une pernicieuse prétention. Dans la plus pardonnable des fautes, les manipulateurs relaient quelques commentaires glanés sur un trottoir sans expliquer l'insignifiance de la cueillette. Dans la pire des situations, ils se croient vraiment capables de saisir le sens du vent et de le résumer en quelques exemples tirés d'une courte sortie sur le terrain.

Deux anciens journalistes devenus candidats (Bernard Drainville et Pierre Duchesne) ont ainsi reproché la semaine dernière au commentateur Jean Lapierre d'avoir diffusé à TVA un micro-trottoir entièrement fabriqué avec des pro-CAQ et des indécis. On a parlé à propos de ce reportage de « biais » et d'« insulte à l'intelligence ».

En fait, comme tout le monde, les reporters jugent le monde à partir de leurs préjugés, de leurs idées, de leurs opinions toutes faites. Les *vox pop*, comme les lettres d'opinion des lecteurs, semblent des reflets bruts d'une portion du public, alors qu'ils transposent surtout ce que pensent le pro de l'info et son patron.

Une étude réalisée aux États-Unis et en Grande-Bretagne il y a une décennie montrait qu'à peine 4% des références médiatiques à l'« opinion publique » s'appuient sur des sondages blindés. Ces sérieux coups de sonde jouissent d'un regain d'intérêt pendant les campagnes électorales, mais bon, en gros, la tendance globale demeure à l'estimation très approximative de l'opinion et on ne voit pas pourquoi ce serait différent ici. Les *vox pop* totaliseraient 40% du lot, soit à peu près autant que les « évaluations » personnelles, les sentiments des professionnels de la communication, selon le modèle du « je pense que le peuple pense que... ».

Les temps changent, la voix du peuple mue. À la Première Chaîne de Radio-Canada, la mutation se traduit par le remplacement de l'émission *Maison neuve en direct* (la tribune pancanadienne) par *Pas de midi sans info*. Une maudite bonne affaire. La radio à l'ancienne proposait des tribunes téléphoniques pour sonder le cœur et les reins de son auditoire. La nouvelle transforme la production radiophonique en création multimédia avec des commentaires, des entrevues, mais aussi des interactions incessantes avec les commentaires relayés par les médias sociaux et ce que diffuse Internet de pertinent en fait. La direction assure en plus que la bonne vieille tribune pourra reprendre du service de temps en temps. Bravo.

Seulement, ce n'est probablement pas en écoutant seulement la Première Chaîne qu'on aura senti la montée de la CAQ, si elle se confirme aux urnes mardi. Comme les *vox pop* du 91,9 FM, la nouvelle radio X de Montréal semble un peu manquer d'opinions de QS, mettons. Vendredi dans *Le Devoir*, la collègue Josée « Jojo » Blanchette proposait de démêler tout ça en votant « astro-logique », carte du ciel des candidats à l'appui. Le zodiaque au service de la démocratie. Pourquoi pas. Au point où on en est...



La chef péquiste, Pauline Marois, discutant avec du personnel hospitalier à Lachute.

PAUL CHIASSON LA PRESSE CANADIENNE

Renversement de tendance

Charest et Legault s'attaquaient à qui mieux mieux, désormais ils s'ignorent pour mieux concentrer leurs tirs sur Marois

GUILLAUME BOURGAULT-CÔTÉ
à L'Ancienne-Lorette, Saguenay

Pendant que Pauline Marois s'est permis vendredi de pousser sa fin de campagne jusqu'en Outaouais, Jean Charest et François Legault ont tous deux soutenu que leur seul adversaire est désormais le Parti québécois, à quatre jours des élections.

La publication d'un sondage CROP indiquant que les appuis se stabilisent dans la course (32% au PQ, 28% CAQ, 26% PLQ) a provoqué vendredi un réalignement des attaques. Après avoir attaqué de front François Legault pendant toute la campagne électorale, Jean Charest a ainsi choisi de l'ignorer en affirmant qu'il ne peut pas former le prochain gouvernement.

« Pour certains, la CAQ a pu paraître être un choix à un moment donné, mais forcément, la CAQ ne peut pas espérer un résultat qui lui permet d'être une force à l'Assemblée nationale, c'est impossible », a soutenu M. Charest. « Le choix est très clair. Et il n'y a rien entre [le Parti québécois et le Parti libéral] », a-t-il dit depuis la Mauricie.

Le chef de la Coalition avenir Québec (CAQ) lui a rendu la pareille lors de deux points de presse. « C'est assez clair que ça va se jouer entre le PQ et la CAQ », a dit M. Legault lors d'un passage à Saguenay. « Quand on regarde le support de Jean Charest chez les francophones [19%, loin derrière le PQ et la CAQ], son retard est trop grand pour penser que dans quatre jours il pourrait former le prochain gouvernement. » En matinée, il avait parlé d'une tâche « impossible », sinon « impensable » pour décrire le défi de Jean Charest. Ainsi, tous ceux qui « ne veulent pas de référendum » doivent voter CAQ, prétend M. Legault.

Le chef de la CAQ a reçu l'appui de l'équipe éditoriale du *National Post* vendredi. Le quotidien de droite estime que M. Legault « est le plus apte à diriger le Québec », alors que le *Globe and Mail* a pour sa part souhaité que les électeurs « reconnaissent que le statu quo n'est pas un choix viable », sans indiquer de préférence claire.

Où sont les caquistes?

François Legault estime donc que les

vents sont favorables pour sa formation. À Québec, il a parlé de la possibilité d'un « gouvernement majoritaire » porté par une « vague ». Sauf que sur le terrain, ce mouvement demeure pour le moment invisible.

M. Legault multiplie les bains de foule dans les petits restaurants — où il est bien accueilli —, mais il n'y a jamais de vastes auditoires. Jeudi, les autobus de la CAQ ont roulé pendant près de six heures pour permettre à M. Legault de rencontrer tout au plus une centaine de personnes.

Les candidats locaux semblent avoir de la difficulté à réunir une dizaine de partisans quand le chef visite leur circonscription. La caravane de la CAQ ne s'arrête pratiquement jamais dans des rassemblements partisans: il y en aura eu six durant toute la campagne, et toujours très modestes si l'on compare à ce que le PQ a tenu comme rassemblement au Métropolis jeudi soir.

« Cela, le chef de la coalition réplique que « le PQ a un budget de 11 millions. Il peut donc payer des autobus pour organiser des rassemblements. Nous sommes un nouveau parti », rappelle-t-il. En fin de journée, M. Legault a affirmé que « des artistes soutiennent la CAQ », mais qu'ils ne « peuvent donner leur appui publiquement ».

Plus tôt, il avait associé la tiédeur de l'engouement populaire à l'impact de Jean Charest sur la crédibilité de la classe politique. « Il a réduit la crédibilité de l'ensemble de la classe politique, a-t-il dit. Nous aussi, comme tous les politiciens, on est dans cet environnement. Mais je sens, et c'est encourageant, que les gens veulent du changement. »

Marois

Loin du débat Legault-Charest, Pauline Marois s'est quant à elle autorisée une rare visite de fin de campagne en Outaouais, où le PQ pense avoir quelques chances — ce qui ne s'est pas vu depuis 1976. Le candidat péquiste Jean-François Primeau serait en voie de créer la surprise dans Papiéau, un fief libéral que représentait depuis 1989 le libéral Norman MacMillan, qui a choisi de quitter la vie politique.

Selon un sondage réalisé du 24 au 27 août par la firme Segma Recherche,



JACQUES BOISSINOT LA PRESSE CANADIENNE

Le chef caquiste, François Legault, et sa conjointe, Isabelle Brais, à la sortie d'un restaurant à Québec.



RYAN REMIORTZ LA PRESSE CANADIENNE

Le chef libéral, Jean Charest, et sa conjointe, Michèle Dionne, dans un vignoble à Saint-Sévère.

Jean-François Primeau obtient 36% des intentions de vote (le candidat péquiste avait eu 32% en 2008). La division du vote CAQ-PLQ touche le candidat libéral de plein front: il est crédité de 27%, alors qu'il a obtenu 51% en 2008. La CAQ suit à 20%, et Québec solidaire récolte 11% des intentions de vote.

Pauline Marois s'est aussi déplacée dans la circonscription d'Argenteuil, où le député péquiste sortant, Roland Richer, élu lors de l'élection partielle du 11 juin dernier, tente de renouveler son exploit en conservant ce qui fut un château fort libéral.

Avec Robert Dutrisc
et La Presse canadienne
Le Devoir



ABAT-JOUR ILLIMITÉS

L A M P S H A D E S

Obtenez 15% de rabais!

Présentez ce coupon au moment d'un achat ou d'une commande d'un abat-jour au prix régulier. Nul autre rabais ne pourra être consenti. (Valide du 1^{er} septembre au 1^{er} décembre 2012)

- Plus de 5,000 abat-jour en magasin.
- Le plus grand choix au Canada.
- Service de recouvrement sur mesure.
- Apportez votre pied de lampe pour un ajustement parfait.

4875, Jean-Talon Ouest, Montréal (près de Décarie)
(514) 344-8555 | 1(866) 747-8555 | www.abatjourillimites.ca

ÉLECTIONS QUÉBEC 2012

DANS L'ŒIL DU CITOYEN

Mardi, rien ne sera réglé



MICHEL VENNE

Pour un regard différent sur la campagne qui s'achève, *Le Devoir* a invité le directeur de l'Institut du Nouveau Monde, Michel Venne, à signer chaque samedi une chronique qui fait place non pas aux évaluations partisans, mais aux considérations qui guideront l'électeur dans ses choix. Voici la dernière de la série.

Il ne s'agit pas de dire que les élections ne servent à rien. Bien au contraire. Les partis ne sont pas tous équivalents. Le 4 septembre, nous choisirons des priorités à mettre en œuvre, mais surtout un style de gouverner.

Toutefois, rien ne sera complètement réglé mardi.

Si le gouvernement est minoritaire, il va de soi que les volontés du parti au pouvoir peuvent être bloquées par ses adversaires. Pour le Parti québécois, cela veut dire mettre une croix sur le référendum, la charte de la laïcité ou l'annulation de la hausse des droits de scolarité. Si c'est la Coalition avenir Québec, oubliez l'abolition des commissions scolaires ou l'obligation pour les médecins de famille de se tuer à la tâche sous le fouet de Gaétan Barrette.

Même s'il est majoritaire, le gouvernement aura pris le pouvoir avec le soutien d'à peine le tiers des suffrages exprimés. Deux électeurs sur trois auront voté contre lui. Pour engager des réformes durables, il devra convaincre encore la population et les groupes concernés du bien-fondé de ses choix. Un gouvernement ne peut jamais réformer seul. Il a besoin de l'appui de la société pour que les changements soient suivis de résultats.

Dans un cas comme dans l'autre, le gouvernement va devoir discuter, consulter, réfléchir avec la population afin de faire émerger, au-delà de l'Assemblée nationale, des consensus suffisamment forts pour transcender la logique électorale.

♦ ♦ ♦

Le premier défi à se présenter concernera évidemment l'issue du conflit étudiant. Si Pauline Marois formait un gouvernement majoritaire, elle pourrait certes annuler la hausse des droits de scolarité, mais elle a promis un Sommet sur l'enseignement supérieur dont l'issue sera déterminante pour la paix sociale, mais surtout pour l'avenir de nos universités.

Je note qu'au cours des derniers jours, François Legault et Jean Charest ont manifesté quelque ouverture à un certain dialogue sur cet enjeu s'ils sont élus. Le dialogue sera incontournable, sinon la rue reprendra ses droits.

La tâche ne sera pas facile et je doute qu'un sommet de deux jours soit suffisant pour accomplir de réels progrès. Ce sommet pourrait lancer une démarche, comme en 1996, après le premier sommet convoqué par Lucien Bouchard, qui fut suivi de la création de groupes de travail dont les recommandations ont été discutées lors d'un deuxième rendez-vous, l'automne suivant. Cette démarche avait conduit au déficit zéro, mais aussi à la création des centres de la petite enfance et du chantier de l'économie sociale.

Il faudra envisager un engagement du même ordre de la part du gouvernement et des parties prenantes. Pour bien faire, il faut inclure les citoyens, les consulter eux aussi. Le conflit étudiant a déchiré la société, il n'a pas seulement divisé l'élite politique et administrative. Il faut donc aller dans la société pour retrouver une paix qui s'appuie sur des valeurs partagées.

♦ ♦ ♦

Le gouvernement devra appliquer la même logique à d'autres enjeux majeurs. Le Plan Nord (qui subsistera, même si c'est sous un autre nom) ne sera un succès que si on implique davantage les citoyens de l'ensemble du territoire québécois. Nous avons certainement besoin d'une nouvelle politique énergétique pour laquelle les arbitrages devront s'appuyer sur un large débat public. Les changements de structures en éducation proposés par la CAQ nécessiteraient aussi des négociations qui iront bien au-delà des processus administratifs.

La démocratie a changé. L'élection est un dispositif commode pour désigner les gouvernants. Mais ceux-ci n'ont plus le choix, dans une société fragmentée, pluraliste et scolarisée, d'inclure dans la prise de décisions, entre les élections, des processus reconnus de participation citoyenne.

Les élections du 4 septembre indiquent aussi que le bipartisme ne sied plus guère à la société québécoise, notamment dans le contexte où, bien que toujours importante, la question nationale n'est plus autant qu'elle le fut le principal facteur structurant de la vie politique. Ce multipartisme de fait va exiger également des changements dans le mode de scrutin. L'Assemblée nationale doit devenir plus représentative de la diversité qui est la nôtre. Voilà un autre sujet dont un gouvernement responsable voudra débattre avec les citoyens.

N'oubliez pas d'aller voter.

♦ ♦ ♦

Suivez moi sur mon blogue à michelvenne.inm.qc.ca.

Silence, on vote!

Jérémie Battaglia dépose sa caméra, son devoir de documentariste fait. Et bien fait!

NANCY CAOQUETTE

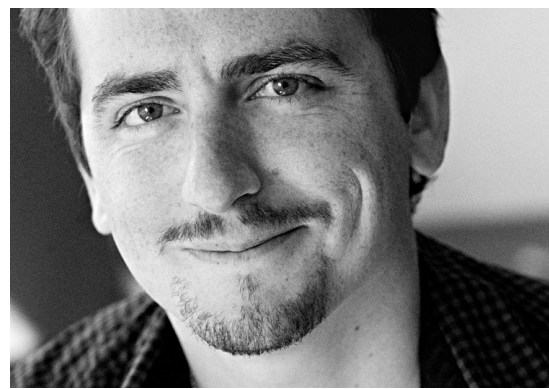
À trois jours des élections, Jérémie Battaglia, le documentariste derrière l'essai interactif *Le poids d'une voix: 30 électeurs pour raconter la démocratie* réalisé en collaboration avec l'ONF et publié sur le site du *Devoir*, pose sa caméra après avoir exploré le Québec aux quatre vents.

Le cinéaste et photographe d'origine française a tracé, en parcourant plus de 3600 km en solitaire, le portrait de 24 électeurs qui, par leurs engagements, leurs valeurs et leurs convictions, témoignent de la diversité identitaire de la société québécoise.

«*Je me suis rendu compte que la géographie du pays influence la façon dont les gens se sentent intégrés dans la société. Les gens du nord du Québec ont l'impression que l'on ne parle jamais d'eux et se sentent parfois isolés*», constate-t-il.

Celui qui a réalisé des portraits similaires d'électeurs lors des récentes élections présidentielles, en France, voit émerger une constante forte au fil des rencontres qu'il a faites aux quatre coins du Québec: les citoyens souhaitent que leur voix soit mieux entendue et comprise par les élus.

«*Même si les réalités que vivent les électeurs*



ELIZABETH DALLAGE

Jérémie Battaglia

sont parfois très différentes, ils portent tous en eux un désir de changement. Ils veulent être mieux représentés et mieux informés par rapport aux enjeux qui les concernent», soutient le documentariste.

Selon le responsable des productions interactives à l'Office national du Film (ONF) Hugues Sweeney, l'œuvre de Jérémie Battaglia tombait à point nommé au Québec, alors que les élections se déroulent dans le sillage du printemps

érable, qui a soulevé plusieurs questions sur l'exercice d'une démocratie par-delà les allégeances politiques et les scrutins tous les quatre ans.

«*On s'est bien rendu compte, avec les manifestations étudiantes, qu'il y avait quelque chose qui bouillait sous le couvercle de la marmite au Québec. En sortant du cadre traditionnel de la campagne électorale, on a pu savoir dans quel esprit les gens allaient aller voter le 4 septembre et s'ils sentaient, tout comme ces étudiants, qu'un changement devait s'opérer dans notre démocratie. Avec les portraits, on découvre ce que représente au quotidien, pour un électeur, l'exercice de la démocratie*», dit-il.

Le Devoir vous présente, en quelques lignes, quatre des 30 portraits d'électeurs de l'œuvre interactive de Jérémie Battaglia. Par leur vécu, leurs actions et leurs valeurs, ces électeurs témoignent de la pluralité de sens que revêt le mot «*démocratie*» pour un Québécois.

Le Devoir

La série complète peut être vue sur le site Internet du *Devoir* à l'adresse suivante: ledevoir.com/30electeurs



PHOTOS JÉRÉMIE BATTAGLIA



Salade pour salade...

Evan, 23 ans, de Berthierville

Une maxime guide les actions quotidiennes d'Evan: Acheter, c'est voter. Pour l'électeur de 23 ans, marquer d'une croix un bulletin de vote constitue la fin d'une série de choix que l'on doit poser et assumer tous les jours.

«*La démocratie se vit au quotidien par des choix et par une sélection d'informations que l'on fait au quotidien, juge-t-il. Pour moi, le vote, c'est la matérialisation de tout ce que je fais. Je vote pour une orientation que je veux donner à mon Québec.*»

L'étudiant en gestion des coopératives exerce d'abord et avant tout sa démocratie dans sa ma-

nière de consommer. La discussion qu'il entretient, tant au travail qu'avec ses amis et à l'épicerie, constitue, à ses yeux, un autre pan important de son action démocratique au quotidien.

«*En m'investissant dans le milieu des coopératives, j'ai fait le choix d'articuler mes valeurs au quotidien, parce que je vais aider à développer des entreprises qui vont travailler pour le bien commun, pas simplement pour enrichir ou créer de la valeur.*»

Optant pour ses valeurs plutôt que pour la stratégie, son vote à Berthierville ira à Québec solidaire.

Les leçons d'Haïti

Yolette, 74 ans, de Val-d'Or

Arrivée à Val-d'Or en 1969, Yolette, 74 ans, n'a jamais quitté depuis sa ville d'adoption. C'est en s'impliquant dans le syndicat de l'école où elle travaillait et en devenant, par la suite, conseillère municipale que cette féministe d'origine haïtienne a cultivé son engagement politique et social au Québec.

«*Nous avons presque tous été élevés à exercer la démocratie en votant aux quatre ans au Canada et au Québec. La vie démocratique devrait nous accompagner et nous permettre de faire des choix tous les jours*», juge-t-elle, enrobant ses mots d'un joli accent créole.

Aujourd'hui retraitée, Yolette a tiré plusieurs leçons démocratiques d'Haïti, son pays d'origine, qu'elle a quitté alors que Duvalier père était au pouvoir.

«*C'est un pays où le peuple descend à la rue lorsqu'il se rend compte qu'il est laissé de côté, quitte à y mourir. Le jour où le peuple ne sera plus dans la rue, je n'aurai plus de pays, car c'est la rébellion qui le garde en vie*», croit-elle.

Toujours fidèle aux engagements qu'elle a entretenus tout au long de sa vie auprès des femmes, elle votera pour la candidate du Parti québécois, Elizabeth Larouche, aux élections prochaines.



Quand on est du nord...

Fanny, 40 ans, de Lebel-sur-Quévillon

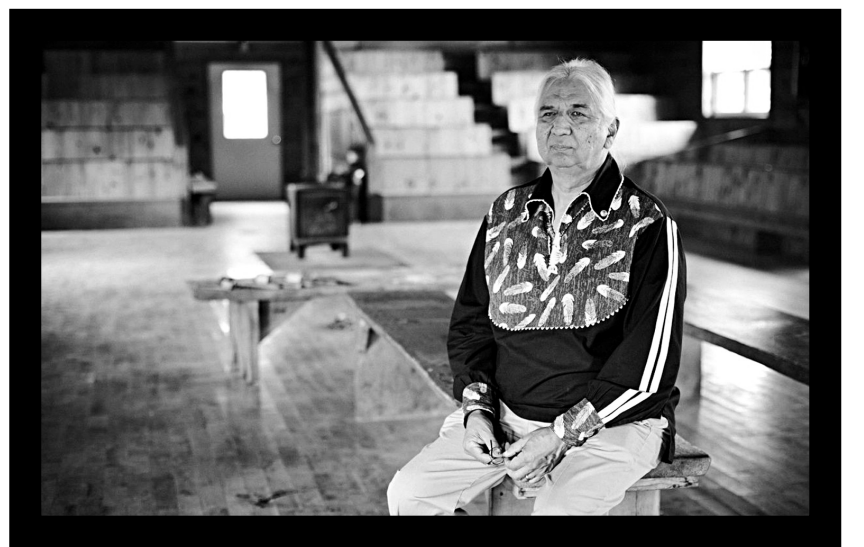
Rappée de plein fouet par la crise forestière qui lui a dérobé son emploi à Lebel-sur-Quévillon, Fanny est devenue, en 2008, préposée à l'entretien ménager dans un centre hospitalier. Le Plan Nord mis de l'avant par le gouvernement Charest est, selon l'électrice âgée de 40 ans, très important pour l'économie de sa région.

«*Les gens disent beaucoup de choses sans trop savoir. Le Plan Nord, pour quelqu'un qui est dans une tour à bureaux à Montréal et le Plan Nord pour quelqu'un qui y vit depuis sa naissance*», juge-t-elle.

Celle qui votera dans la circons-

cription d'Ungava encourage ses enfants à voter et à exprimer, notamment autour de la table à manger, leurs opinions politiques tant par rapport à la crise étudiante qu'aux élections et au Plan Nord.

«*En politique municipale, on se sent très écoutés et entendus. Par contre, au niveau provincial, ça fait trop longtemps qu'on est dans l'opposition, c'est assez, on veut être au pouvoir*», tranche-t-elle. Le maire de sa ville se présentant «*heureusement ou malheureusement*» pour le Parti libéral, elle pourrait voter pour l'homme qu'elle connaît, mais reste encore indécise quant à son choix final.



À chacun son gouvernement

Kenneth, 64 ans, de Kahnawake

Kenneth, 64 ans, ne votera pas aux élections du 4 septembre. Pas plus qu'il ne vote aux élections fédérales. Secrétaire de la nation mohawk à Kahnawake, il juge inapproprié d'élire les représentants des citoyens du Québec et du Canada.

«*Nous avons une relation nation à nation avec le gouvernement canadien, à laquelle nous croyons. Nous ne sommes pas contre le Québec ni contre le Canada, mais nous nous définissons seulement comme des Mohawks. Nous sommes un peuple distinct, avec notre propre histoire et notre propre constitution*», explique-t-il.

De l'avis de Kenneth, la démocratie existait chez les Mohawks avant même que n'arrivent les premiers Européens. «*Traditionnellement, nous cherchons toujours à nous entendre. Notre vision de la démocratie est en ce sens holistique*», déclare le secrétaire.

La société mohawk est divisée en trois clans — les clans de l'Ours, du Loup et de la Tortue — qui cherchent toujours un consensus avant d'imposer une décision à l'ensemble de la population «*Ici, nous enterrons les armes de guerre et nous utilisons plutôt les bons mots pour convaincre*», soutient-il.

Elle est partiiee...



ÉLECTIONS QUÉBEC 2012

Marois fustige Legault the Canadian

ROBERT DUTRISAC
à Saint-Eustache

Pauline Marois a fustigé François Legault, «le choix de Stephen Harper», pour s'être défini comme un «Canadian» dans une entrevue parue jeudi dans le quotidien *The Gazette*.

Dans une assemblée partisane qui réunissait quelque 150 partisans dans la circonscription de Deux-Montagnes, Pauline Marois est tombée à bras raccourcis sur François Legault et la CAQ. «François Legault est passé de souverainiste pressé, un caribou, comme il se plaît à le dire, à nationaliste, puis fédéraliste et maintenant fédéraliste inconditionnel», a-t-elle lancé. «Il dit partager beaucoup avec Stephen Harper. Il a dit qu'il voterait Non à un référendum. Il dit: I'm Canadian.»

Le chef péquiste a relevé que le quotidien conservateur de Toronto, le *National Post*, avait appuyé la CAQ dans un éditorial paru vendredi, la preuve, selon elle, que François Legault est le choix de Stephen Harper. «Je dis aux souverainistes et aux nationalistes de la région de Montréal tentés par la CAQ: Voter pour la CAQ, c'est faire plaisir à Stephen Harper. On ne peut lui faire ce cadeau-là.»

Dans cette circonscription représentée par le député caquiste Benoit Charette, un transfuge du PQ, Pauline Marois était aux côtés de ses candidats de la couronne Nord de Montréal, dont l'ancien radio-canadien Raymond Archambault, l'ex-président de la Fédération québécoise des municipalités, Bernard Généreux, et Gilles Robert, qui, dans Saint-Jérôme, mène une chaude lutte à la vedette caquiste Jacques Duchesneau. M. Robert a reçu cette semaine l'appui d'Isabelle Gaston, dont les trois enfants ont perdu la vie aux mains de leur père, le cardiologue Guy Turcotte.

Le Devoir

Les doigts agiles des twitteurs québécois ont fait leur marque

Le débat télévisé des chefs a permis, pour la première fois, à un mot-clé d'ici d'être le plus utilisé sur la twittosphère

VALÉRIAN MAZATAUD

Le Québec a connu son heure de gloire sur le réseau Twitter lors du débat des chefs à Radio-Canada le 19 août dernier, alors que le mot clic «debatqc» est brièvement devenu le plus utilisé sur le réseau. «Pour la première fois dans notre petite histoire, un mot-clé québécois est numéro 1 sur Twitter monde», s'est félicitée la firme d'analyse Influence Communication... sur son compte Twitter.

«Ça équivaut à 16 messages à la seconde», confirme l'analyste Olivier Beauchesne, qui a évalué à 138000 le nombre de micromessages publiés ce soir-là. M. Beauchesne, fondateur du site *indice-quebec.com*, a mis au point une série d'outils qui lui permettent d'analyser le contenu des messages publiés sur le réseau.

On découvre ainsi qu'une moyenne de 36000 micromessages concernant la campagne électorale est publiée chaque jour, que Pauline Marois est la candidate la plus aimée des utilisateurs du réseau, avec 71% de messages positifs à son égard, et que François Legault est le plus mentionné, avec 31% des messages. «Le plus mentionné, mais 80% des messages qui lui sont consacrés sont négatifs», relate Olivier Beauchesne.

Il y a quelques mois, l'analyste avait déjà cartographié les micromessages en rapport avec le printemps érable et souhaitait renouveler l'expérience durant

les élections. «L'avantage de cette méthode, c'est qu'on obtient une opinion sans poser de question. En revanche, on s'intéresse à un sous-ensemble de la population. Le biais est trop important, ce qui rend les données impossibles à extrapoler au reste de la population.» Pour Jean-François Dumas, président d'Influence Communication, la proportion de «twitteurs» québécois peut être évaluée à moins de 10% de la population.

Les petits partis comme Québec solidaire (QS) ou Option nationale (ON) tirent mieux leur épingle du jeu, avec respectivement 19000 et 11000 abonnés, soit le même nombre que le Parti québécois (PQ) et que la Coalition avenir Québec (CAQ). «Ils ont utilisé la plateforme plus accessible que les moyens de communication classiques.» On retrouve par exemple M. Aussant et M. Khadir en première et troisième position des messages les plus populaires de la campagne. En compagnie de M^{me} David, ce sont d'ailleurs les seuls chefs de parti à apparaître dans le «top 100» des micromessages les plus rediffusés.

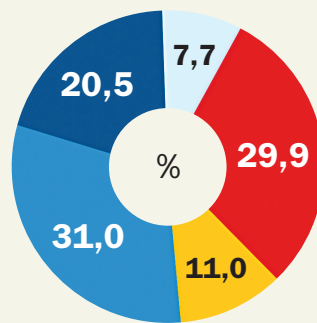
«Twitter est avant tout une plateforme de confrontation et d'affirmation, pas un lieu d'échanges et de débats», note tout de même M. Beauchesne, qui estime que de 150000 à 200000 messages pourraient être échangés le soir du 4 septembre.

Le Devoir

Les chefs dans la twittosphère

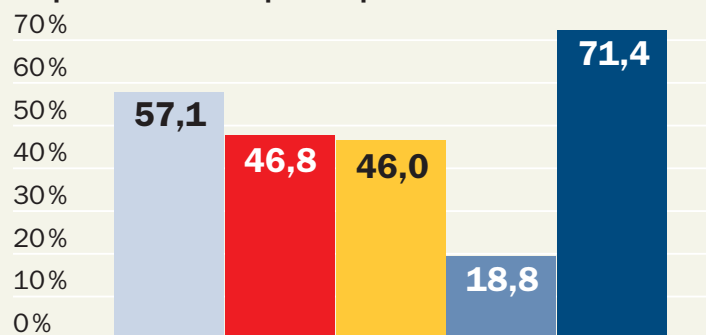
Proportion des mentions de chacun des chefs dans l'ensemble de la campagne

Jean-Martin Aussant
Jean Charest
Françoise David et Amir Khadir
François Legault
Pauline Marois



Les twits positifs par chefs

Proportion des twits positifs pour chacun des chefs



Source: indicequebec.com

Quelques messages populaires

Jean-Martin Aussant: Bon okay. C'est vrai pour M. Charest et moi au Costco. J'avais besoin de quelq'un pour pousser mon panier.

Gabriel Nadeau-Dubois: Charest qui attaque Françoise David sur la corruption. Surréaliste.

Amir Khadir: TVA est sûrement en train de regretter de ne pas inviter FrancoiseDavid.

Infoman: Selon nos sources, après Legault, Jean Charest soupçonne aussi Scott Gomez et l'indien Lakota de vouloir tenir un référendum.

Françoise David: Je prends souvent le métro et le bus mais je n'appelle pas les journalistes quand je le fais, moi.

S. Bourguignon: Un siège pour Françoise David ! On veut que cette intelligence du cœur et l'esprit (et cette classe!) élève le débat à l'assemblée nationale.

francis gilbert: A GO, on signale au maire Jean Tremblay que même Jésus vient du Moyen-Orient... Il va capoter !

PoutinePierre: Barrette dit à RDI que celui qui était ministre de la santé il y a 10 ans aurait pu régler les problèmes, c'était Legault !

De mauvais goût

Jean Charest a dénoncé vendredi soir l'utilisation, par la conjointe de son adversaire péquiste dans Sherbrooke, Serge Cardin, d'une caricature où on le voit guillotiné. «Je ne pensais pas que le Parti québécois pouvait tomber si bas. Mais là, je serais vraiment intéressé de connaître le commentaire et la réaction de M^{me} Marois et du candidat Cardin», a-t-il déclaré à Trois-Rivières. Quant à la caricature, on y voit une grande boîte de scrutin sous l'inscription «La Fin du Règne». Un bulletin de vote qui est inséré dans la fente tombe comme une lame de guillotine sur la tête d'un personnage ressemblant à M. Charest. L'image a circulé sur Internet. La conjointe de M. Cardin, Mariette Fugère, l'a reprise avec la note: «C'est le désir que je souhaite...» (sic). Le président de la campagne du chef libéral, l'ancien maire de Sherbrooke Jean Perrault, s'est indigné de l'utilisation de «ce dessin de très mauvais goût». Le PQ a dit convenir que le dessin était douteux et a indiqué que des excuses étaient à prévoir. Au reste, pour la troisième journée consécutive, le chef libéral a été pris à partie publiquement par une poignée de manifestants lors de son apparition publique à la foire alimentaire Les Délices d'automne, dans le port de Trois-Rivières.

Le Devoir

Commissions scolaires : la CAQ prête à débattre

La Coalition avenir Québec s'attend à ce que son projet d'abolition des commissions scolaires soit contesté devant les tribunaux, mais le parti estime avoir les appuis nécessaires pour obtenir gain de cause. François Legault a indiqué vendredi matin avoir «consulté des constitutionnalistes sur une base volontaire» avant d'élaborer sa stratégie. Et ces avis disent que le projet caquiste est tout à fait possible, a-t-il soutenu. Selon un conseiller de M. Legault, la CAQ sait qu'«il y aura des contestations». Deux écueils apparaissent: la question des commissions scolaires anglophones et celle de la démocratie scolaire. Dans les deux cas, la CAQ soutient avoir des solutions pour répondre aux préoccupations, notamment en laisse la gestion des écoles et centres de services anglophones à des anglophones.

Le Devoir

Un émule de Lisée au Saguenay

Pour une deuxième fois cette semaine, M. Legault a trouvé un adversaire sur son chemin. Après le péquiste Jean-François Lisée, un candidat d'Option nationale, David Girard, qui se présente dans Dubuc, a apostrophé le chef caquiste dans la fromagerie. M. Girard s'est plaint de la place accordée aux femmes au sein d'un éventuel gouvernement de la CAQ. «C'est douteux de la part de quelqu'un qui se prétend futur premier ministre de nommer toutes sortes d'hommes candidats ministrables et de ne pas être capable de nommer des femmes qui peuvent être ministrables», a-t-il dit par la suite aux journalistes. M. Legault, qui a pour l'instant identifié trois hommes et une femme qui pourraient occuper les fonctions de ministre, avait rejeté d'emblée cette affirmation.

La Presse canadienne

LE LEADERSHIP

au cœur de nos programmes

À Villa Maria, nous savons qu'il n'est pas donné à tous d'être un leader. Cependant, chaque personne devrait avoir la chance de s'affirmer et de s'épanouir.

Voilà ce qui rend notre milieu d'éducation si exceptionnel. Villa Maria incite les filles à la réussite scolaire, développe leur estime de soi et les prépare à réaliser leurs rêves.

Intrigués? Venez découvrir nos nouveaux programmes conçus pour favoriser l'apprentissage et le développement personnel des filles... car Villa Maria, c'est l'expérience au féminin.

PORTES OUVERTES – SECTEUR FRANÇAIS
Samedi 22 septembre, de 13 h à 17 h

PORTES OUVERTES – SECTEUR ANGLAIS
Samedi 29 septembre, de 13 h à 17 h

VILLA MARIA

Filles d'ici. Femmes du monde.

ALLEZ VOIR CE QUE NOS ÉLÈVES DISENT DE LEUR ÉCOLE
www.villamaria.qc.ca

4245, boul. Décarie, Montréal • 514 484-4950

www.artisan-du-store.ca

★ ★ ★ ★ ★ SOLUTION CERTIFIÉE 5 ÉTOILES ★ ★ ★ ★ ★

www.stores-de-qualite.ca

L'Artisan du Store

Fabriqués au Québec

Décor Claude Bouchard

STORES SUR MESURE

OPAQUE, SOLAIRE ou TRANSLUCIDE

- Toiles à rouleau
- Stores romains
- Panneaux coulissants
- Stores verticaux PVC
- Stores horizontaux de bois, de PVC, de métal
- Toiles pour verrière
- Stores extérieurs
- Persiennes

TOILES SOLAIRES DÉCORATIVES

RABAIS 50%

ou

INSTALLATION GRATUITE

STORES DE BOIS TEINTURE ESSUYÉE

ESTIMATION GRATUITE

RÉSIDENTIEL et COMMERCIAL

MONTRÉAL : 514-231-8677
LONGUEUIL : 450-445-9829
LAVAL : 450-627-3719
TR-RIVIÈRES : 819-696-8677
QUÉBEC : 418-654-8677
BROMONT : 450-534-3477
ST-SAUVEUR : 450-227-7377

Attrapez l'aubaine au vol ! Dernière chance cette année d'économiser jusqu'à 50 %.

Porter lance son solde Grand Chelem ! Jusqu'à 50 % de rabais sur le tarif de base de tous ses vols. Un si grand solde ne reviendra pas cette année. Économisez à coup sûr et voyagez comme une étoile. Réservez d'ici le 7 septembre avec le code **CHELEM**

Jusqu'à
50%
de rabais

Vols au départ de Montréal. Réservez d'ici le 7 septembre. Voyagez d'ici le 14 décembre 2012. Mentionnez le code **CHELEM**
Tarifs aller simple incluant les taxes, surcharges et frais obligatoires.* Le rabais est compris dans les tarifs. Tarifs à partir de :

HALIFAX 2 par jour 175 \$ Taxes et frais compris	TORONTO 17 par jour 127 \$ Taxes et frais compris	SAULT STE. MARIE 190 \$ Taxes et frais compris	ST. JOHN'S 228 \$ Taxes et frais compris	SUDBURY 167 \$ Taxes et frais compris	THUNDER BAY 166 \$ Taxes et frais compris	TIMMINS 186 \$ Taxes et frais compris	WINDSOR 178 \$ Taxes et frais compris	BOSTON 183 \$ Taxes et frais compris
CHICAGO 193 \$ Taxes et frais compris	MYRTLE BEACH À partir du 13 septembre 365 \$ Taxes et frais compris	NEW YORK 167 \$ Taxes et frais compris	WASHINGTON Dulles 167 \$ Taxes et frais compris					

**PRIX
TOUT
COMPRIS**

Réservez en ligne ou contactez votre agent de voyages.

flyporter.com

*Réservez d'ici 23 h 59 le 7 septembre 2012. Voyagez d'ici le 14 décembre 2012. Le rabais s'applique au tarif de base sans frais ni taxes. Description détaillée des tarifs pour tous les itinéraires sur flyporter.com. Les tarifs annoncés peuvent ne pas être disponibles pendant toute la période de voyage. Porter peut exiger un achat à l'avance dans certains marchés. Tarifs aller simple en classe Fixe au départ de la ville. Les tarifs à destination de la ville peuvent être différents. Nouvelles réservations seulement. Les tarifs incluent les taxes gouvernementales et les frais obligatoires. Ces montants peuvent aller jusqu'à 150 \$ par aller simple selon la destination. Les taxes étrangères fluctuent selon le taux de change en vigueur. Les frais pour des services optionnels, tels que les changements d'itinéraire, les bagages supplémentaires, la présélection de siège ou d'autres demandes spéciales, peuvent s'ajouter au montant total. Tarifs non remboursables. Il est possible de changer d'itinéraire moyennant des frais allant jusqu'à 200 \$ par personne et par trajet, plus toute différence de tarif. Les tarifs sont fonction de la disponibilité. Certaines conditions (incluant des frais de 20 \$ pour l'enregistrement d'un deuxième bagage, et les frais pour bagages excédentaires et/ou trop lourds) peuvent changer sans préavis et ne sont garanties qu'à l'émission du billet. Renseignez-vous auprès de Porter ou de votre agent de voyages. En cas de divergence entre le tarif de nos annonces et le tarif affiché sur notre site Internet au moment de la réservation, ce dernier prévaut.

ACTUALITÉS

La confusion règne sur les nouvelles mesures d'aide financière

LISA-MARIE GERVAIS

Les nouvelles mesures bonifiant l'aide financière aux études annoncées en avril dernier par le gouvernement entreront-elles en vigueur dès cet automne? Difficile à dire. Une note du ministère de l'Éducation (MELS) a semé la confusion chez les étudiants qui en sont bénéficiaires.

En effet, plusieurs d'entre eux ont reçu ces derniers jours une lettre intitulée «Nouveau relevé de calcul» les informant que leurs prestations allaient être modifiées à la suite d'une révision. Si on précise que le calcul tient compte des mesures de bonification adoptées l'an dernier dans le budget 2011-2012, il est toutefois écrit que «les mesures annoncées depuis le mois d'avril 2012 ne sont pas considérées pour le moment».

Céline Jarrousse et son conjoint, tous deux étudiants et parents de deux enfants, ont reçu le mémo en question sur leur dossier d'étudiant qu'ils consultent par Internet. M^{me} Jarrousse, qui a compris que les nouvelles mesures n'allaient pas s'appliquer, a aussitôt déploré cette tromperie du gouvernement Charest. «C'est un pur mensonge de la part de Jean Charest», a-t-elle dénoncé. En effet,

pourquoi ne pas rendre effectives les nouvelles mesures d'aide, alors que la hausse annuelle de 254\$, elle, l'est? s'est-elle interrogée.

Vérification faite au ministère: toutes les bonifications annoncées par le gouvernement seront effectives à l'automne 2012. «À l'exception de la bonification du Programme de remboursement différé et de la création du Régime de remboursement proportionnel au revenu qui seront mises en place pour l'automne 2013», a-t-on indiqué au *Devoir*. Toutefois, personne au MELS n'a été capable d'expliquer pourquoi cette note avait été envoyée aux étudiants et ce qu'elle voulait dire. Le cabinet de la ministre de l'Éducation, Michelle Courchesne, n'a pas rappelé *Le Devoir*.

Le conseil des ministres a bel et bien entériné le Règlement modifiant le Règlement sur l'aide financière aux études le 4 juillet dernier. Les mesures suivantes entreront mises en vigueur cet automne: le maintien des montants maximaux de prêts, le droit, pour étudiants dont le revenu des parents n'excède pas 100 000\$, à un prêt permettant de couvrir les droits de scolarité et le coût du matériel scolaire, l'augmentation à 60 000\$ du seuil de revenu familial pour l'obten-

tion d'un prêt, l'augmentation des bourses en amenant le seuil de la contribution parentale à 45 000\$ en 2016-2017 et la reconnaissance d'une dépense relative au transport pour les étudiants à temps partiel qui étudient en région. Ces mesures, faisant partie du budget Bachand de 2011, ont été également annoncées en avril dernier. D'où la confusion des étudiants devant la lettre qu'ils ont reçue.

Poule sans tête

Le ministère n'a pas non plus répondu au *Devoir* lorsqu'il a demandé en avril par le cabinet du premier ministre dans une proposition de «solution globale». Rien, non plus, sur l'octroi d'un mandat de vérification au Comité consultatif sur l'accessibilité financière aux études concernant les conséquences des nouvelles hausses, aussi annoncé en avril par le gouvernement.

Pour la présidente de la Fédération étudiante collégiale (FECQ), Eliane Laberge, l'aide financière aux études est «une poule pas de tête qui court».

«Plus personne [au sein du ministère] ne sait ce qu'il fait. On est dans une situation extraordinaire et personne n'a vécu une reprise de session comme en ce moment. Et pourtant, j'ai l'impression que [le gouvernement] a été plus concentré sur le possible déclinement des élections que sur ce qui se passait avec les étudiants», a-t-elle déploré. «Peu importe si les étudiants ont fait la grève, la ministre de l'Éducation est censée être là pour s'assurer que tout se passe bien avec les étudiants. C'est un échec.»

Le Devoir

«Personne n'a vécu une reprise de session comme en ce moment»

Eliane Laberge, présidente de la FECQ



JACQUES NADEAU LE DEVOIR

L'aide financière pour les études collégiales et universitaires est plus accessible pour les étudiants étrangers que pour les étudiants nés au Québec.

AIDE FINANCIÈRE

Plus facile pour les étudiants étrangers que pour les Québécois

LISA-MARIE GERVAIS

Les étudiants étrangers ont plus facilement accès aux prêts et bourses que les étudiants québécois. La Fédération étudiante collégiale du Québec (FECQ) juge sévèrement cette «faillite» du Règlement sur l'aide financière aux études et déplore qu'elle ne soit toujours pas corrigée par le gouvernement Charest.

En effet, un étudiant réfugié, résident permanent ou citoyen naturalisé dont les parents vivent hors du Canada est automatiquement considéré comme «autonome» et la contribution parentale n'est jamais comptabilisée dans le calcul des prêts et bourses. Cela lui garantit automatiquement l'accès à une aide financière de 10 000\$ minimum et pouvant aller jusqu'à 15 000\$, quel que soit le revenu réel de ses parents.

L'étudiant québécois, lui, est d'emblée considéré comme une personne bénéficiant du soutien financier de ses parents et doit présenter une flopée de documents pour prouver le contraire. Pour être déclaré autonome, il doit notamment prouver qu'il a vécu hors du foyer familial depuis au moins deux ans ou que ses parents ont un faible revenu. N'ayant pas à faire cette preuve jugée invérifiable par les fonctionnaires du ministère de l'Éducation, l'étudiant étranger a donc un avantage par rapport aux Québécois, soutient Eliane Laberge, présidente de la FECQ.

«L'idée, ce n'est pas de dire que les étudiants étrangers n'ont pas droit à cette aide, mais c'est plutôt de souligner qu'on est devant une faille qui favorise les étudiants étrangers. Et à cette faille-là, le gouvernement libéral répond: on ne peut pas rien faire», souligne-t-elle.

Elle en veut pour preuve un échange entre un citoyen et le cabinet du premier ministre, dont sa fédération a obtenu copie, qui confirme, selon elle, que le gouvernement est bel et bien au courant des faits et qu'il cautionne le calcul. «Les revenus des parents sont déclarés et vérifiés lorsque ceux-ci habitent au Canada. Par contre, lorsque les parents habitent hors Canada, il est impossible pour le ministère de l'Éducation, du Loisir et du Sport de vérifier l'exactitude des montants et ils sont donc exonérés de contribution parentale comme le prévoit le Règlement sur l'aide financière aux études», peut-on lire dans une lettre officielle de la direction de la planification et des programmes du ministère de l'Éducation.

Lenté du gouvernement

En clair, avec cette disposition de la loi, il est possible qu'un étudiant étranger bénéficie de prestations allant jusqu'à 15 000\$, et ce, même s'il est issu d'une famille très riche, constate M^{me} Laberge.

Reconnaissant que cette disposition de la loi n'est pas nouvelle, elle dénonce la lenteur du gouvernement à corriger ce qu'elle considère comme des «faillites» du système. «Le système n'est pas mauvais, mais il a de nombreuses failles. Comment se fait-il que [le service de l'aide financière aux études] calcule toujours que l'étudiant a besoin de 8\$ par jour pour manger? L'indexation n'a pas été faite bien qu'on ait relancé plusieurs fois le gouvernement», note-t-elle. «Chaque fois qu'on parle d'injecter plus d'argent pour rendre l'aide plus adéquate, il y a une fermeture.»

Le Devoir

Un fonds d'aide embarrasse les étudiants de l'UQAM

L'université propose de bonifier une caisse d'urgence, mais uniquement pour les étudiants qui ne sont pas en grève

LISA-MARIE GERVAIS

Une proposition d'aide financière faite par l'UQAM embarrasse les étudiants. La direction de l'université a offert de bonifier substantiellement de plusieurs milliers de dollars un fonds de dépannage pour aider les étudiants dans le besoin, mais à la condition que ceux-ci ne soient pas en grève.

«On est confrontés à nos principes de solidarité envers les camarades qui sont encore en grève, mais en même temps, on aimerait bien qu'ils aient accès à de l'argent pour subvenir à leurs besoins», résume un membre de l'exécutif d'une association étudiante qui a voulu garder l'anonymat.

Selon lui, cette condition posée par l'UQAM place les associations étudiantes entre l'arbre et l'écorce. Cinq associations sur sept (les étudiants de sciences de la gestion et de sciences de l'éducation ont accepté la proposition, selon l'UQAM) ont rédigé une lettre afin de signifier leur malaise devant les conditions posées pour avoir accès aux fonds d'urgence. «C'est une proposition carrément déconnectée de la réalité», a indiqué le membre de l'exécutif. «La condition n'est peut-être pas un moyen de pression, mais c'est de la discrimination quand même.»

C'est la semaine dernière, lors d'une instance informelle appelée «table des présidents», que des représentants du Service à la vie étudiante (SVE) ont fait cette proposition. Soucieuse de venir en aide à sa clientèle en difficulté, l'UQAM, grâce au SVE et à sa Fondation, a ainsi proposé de verser 85 000\$ au fonds de dépannage en échange d'une contribution de 15 000\$ de toutes les associations étudiantes. Ce fonds d'urgence, qui existe depuis plusieurs années, est une aide de dernier recours versée sous forme de prêts sur l'honneur à des étudiants qui ont besoin d'un coup de pouce pour payer leur loyer ou l'épicerie.

Selon le membre de l'exécutif d'une association, qui a participé à cette table des présidents, l'UQAM craint que donner accès à cette aide d'urgence aux étudiants en débrayage les incite à faire la grève. «On s'est aussi fait dire que la direction de

l'université aurait de la difficulté à dénicher de l'argent auprès de certains services, notamment la Fondation de l'UQAM, si les bourses s'étendaient aux étudiants en grève», a-t-il rapporté.

L'UQAM ne fait qu'appliquer la condition du fonds de dépannage déjà existant, indique la porte-parole de l'UQAM, Jenny Desrochers. Mais si elle reconnaît son caractère exceptionnel, l'UQAM se défend de ne pas avoir adapté les conditions du fonds à la situation actuelle. «La condition ne change pas dans le contexte actuel. C'est le même fonds qui existe depuis toujours, mais on va encore mieux le nantir», a-t-elle expliqué.

Ce prêt étant réservé aux étudiants qui ne sont plus en débrayage, les quelque 4000 étudiants encore en grève, soit les membres de l'Association facultaire des étudiants en arts de l'UQAM (AFEA), n'y ont pas accès. Les membres des associations étudiantes seront appelés à se prononcer sur cette question la semaine prochaine lors d'assemblées générales postélectorales.

Guignolée étudiante

En attendant l'aide monétaire, les associations étudiantes se sont organisées pour fournir une aide directe aux leurs. En plus d'avoir établi des partenariats avec Moisson Montréal et Jeunesse au Soleil, elles ont lancé un appel à la collectivité pour recueillir des denrées non périssables, des vêtements et du matériel scolaire, une sorte de grande guignolée pour les étudiants de l'UQAM.

Les étudiants récupèrent aussi ce que les boulangeries, les restaurants traiteurs ou les épiceries jettent, dans le but de nourrir, les mercredis et les dimanches, leurs camarades les plus démunis. «Ce sont beaucoup des parents-étudiants, des étudiants qui ont des enfants en jeune âge qui ont besoin d'une aide très directe. Des étudiants qui ont honte de demander de l'aide. Parfois, il y a eu certains froids dans les familles au sujet de la grève», explique Marjolaine Denault, de l'AFEA. «On essaie de les rassurer.»

Le Devoir



TOM

CONDOS

www.tomcondos.com

• À DEUX PAS DU VIEUX-MONTRÉAL •
 À DEUX PAS DE LA RUE SAINTE-CATHERINE
 À DEUX PAS DU QUARTIER DES SPECTACLES
 À DEUX PAS DU CAFÉ
 À DEUX PAS DU BOULOT
 À deux pas du cinéma
 À DEUX PAS DU GYM
 À DEUX PAS DES 5 À 7
 • À DEUX PAS DE TOUT •

Tour de condos luxueux située sur la rue Union
à partir de 199,000\$ jusqu'à 2,5 millions

Bureau des ventes

1185 UNIVERSITY
(EN FACE DE PLACE VILLE-MARIE)

514.244.5787

HEURES D'OUVERTURE :
LUNDI AU VENDREDI 12H - 19H

SAMEDI & DIMANCHE 12H - 17H
AUSSI SUR RENDEZ-VOUS

ACTUALITÉS

Entente de principe entre Québec et les Atikamekws

Le conflit sur la gestion de territoires avait mené à un blocus forestier en Mauricie

LIA LÉVESQUE

Une entente de principe est intervenue, la nuit dernière, entre les négociateurs atikamekws et du gouvernement du Québec concernant la cogestion et la protection du territoire.

L'entente de principe concerne les territoires des nations de Manawan, dans la partie nord de la région de Lanaudière, d'Opitciwan à 300 kilomètres à l'ouest de Roberval et de Wemotaci, sur les bords de la rivière Saint-Maurice.

Durant plusieurs jours à la fin du mois de juin et au début du mois de juillet, il y avait eu blocus forestier, des Atikamekws empêchant la libre circulation des camions transportant du bois sur le territoire. Le 10 juillet, le blocus avait été suspendu pour permettre aux négociations d'avoir cours dans un climat plus serein.

En entrevue vendredi, le chef de la bande d'Opitciwan, Christian Awashish, a souligné que l'entente de principe portait bien sur le contenu, pas seulement sur le cadre de négociation. L'entente porte sur la cogestion du territoire, son développement, l'exploitation forestière et la protection du territoire, a-t-il précisé.

«On peut considérer ça, cette entente-là, comme une entente politique. Il n'y a pas de concession de droits de la nation atikamekw à ce niveau. Bref, c'est vraiment une entente politique, qui est une étape quand même importante dans l'établissement d'une nouvelle relation de nation à nation entre Québec et la nation atikamekw», a commenté le chef Awashish.

L'entente de principe parle de «cogestion paritaire», ce qui constitue un progrès, souligne-t-il. «Souvent, dans le passé, on faisait seulement l'objet de consultations; on n'avait pas vraiment de mot à dire sur les différentes interventions qui étaient faites sur le territoire. Maintenant, avec cet acquis, il y a une position paritaire dans la planification et les décisions de développement sur le territoire.»

Il ne crie toutefois pas victoire trop vite, certains éléments cruciaux comme le versement de redevances devant encore faire l'objet de négociations jusqu'en juillet 2013.

L'entente de principe devra être soumise aux membres des communautés visées avant que les chefs de bande puissent la signer.

La Presse canadienne



Le cargo Saguenay, amarré à Havre-Saint-Pierre. Rio Tinto Fer et Titane, une filiale de Rio Tinto Alcan, annonçait en mai 2011 des investissements totalisant 800 millions qui prévoyaient notamment le prolongement du quai. Ces travaux ne feront plus l'objet d'une évaluation environnementale en vertu de la loi budgétaire C-38.

JACQUES BOISSINOT LA PRESSE CANADIENNE

295 évaluations environnementales annulées au Québec en raison de C-38

HÉLÈNE BUZZETTI

Correspondante parlementaire à Ottawa

L'impact de la loi budgétaire mammoth du gouvernement conservateur n'a pas mis de temps à se faire sentir. Près de 2970 évaluations environnementales qui étaient en cours au Canada, dont 295 au Québec, ont été stoppées parce qu'elles ne sont plus requises en vertu des nouvelles règles.

La liste des projets québécois qui échappent à une évaluation environnementale fédérale est très variée. On y retrouve plusieurs projets hydroélectriques, des usines de compostage, des projets de dragage, des opérations de décontamination, des agrandissements d'installations portuaires commerciales et même des exercices militaires.

À Saint-Joachim, le projet d'un barrage au fil de l'eau sur la rivière Sainte-Anne-du-Nord devant générer 23,2 MW d'électricité aura beau mesurer 50 mètres de large, cinq mètres de haut et créer un réservoir d'un demi-kilomètre de long, il ne sera plus examiné par Ottawa. Le site de l'Agence canadienne d'évaluation environnementale explique que «le 6 juillet 2012, la nouvelle Loi canadienne sur l'évaluation environnementale (2012) est entrée en vigueur, remplaçant ainsi la Loi canadienne sur l'évaluation environnementale antérieure. Par conséquent, il n'est

plus nécessaire d'achever l'évaluation environnementale de ce projet».

Cette explication est répétée pour justifier l'abandon de l'évaluation de deux futures centrales hydroélectriques sur la rivière Sault aux Cochons, d'un barrage au fil de l'eau devant générer 17,3 MW sur la rivière Mistassini, et d'un autre de 4,4 MW à Shannon. Idem pour le projet d'Hydro-Québec de convertir le voltage de sa ligne électrique à Baie-Sainte-Catherine (à l'embouchure du Saguenay) et d'en modifier le tracé.

«C'est grossièrement irresponsable et c'est ridicule de prétendre que l'intérêt environnemental est ainsi protégé.»

Rio Tinto Alcan se voit lui aussi soustrait à une évaluation environnementale fédérale pour ses «importants travaux portuaires» à Havre-Saint-Pierre. On y remplace des pilotes par un quai afin de permettre l'accostage de plus gros bateaux. Les usines de compostage de Québec et de Longueuil, devant chacune traiter 50 000 tonnes de déchets organiques, s'épargnent également une évaluation.

La compilation des projets a été effectuée par Greenpeace à partir des données affichées sur le site de l'Agence canadienne d'évaluation environnementale.

D'autres cas sont plutôt étranges. Par exemple, le

6 juillet, l'évaluation environnementale de l'exercice militaire «Faucon gèle», à Thetford Mines, a été abandonnée... alors que l'exercice avait déjà eu lieu du 29 janvier au 9 février. Plusieurs évaluations avortées concernaient des projets de mise à niveau d'installations existantes dans le parc de la Mauricie, sous juridiction fédérale.

C'est d'ailleurs ce genre de petits projets qu'évoque le ministre de l'Environnement, Peter Kent, pour justifier les assouplissements. La réforme de la loi, plaide-t-il dans un communiqué de presse, «a permis d'identifier des milliers de petits projets courants qui ont peu de risques d'impact significatif sur l'environnement».

Ces projets mineurs ont fait automatiquement l'objet d'une évaluation environnementale en vertu de la Loi antérieure en raison du fait que le projet était situé sur des terres fédérales, était financé par le fédéral ou qu'il y avait un autre déclencheur semblable. Plutôt que de se concentrer sur ces projets mineurs, notre gouvernement a décidé de consacrer ses efforts sur l'évaluation environnementale de grands projets pouvant entraîner des effets négatifs importants».

Le ministre Kent ajoute que d'autres lois s'appliquent encore et que plusieurs de ces projets «doivent obtenir des certificats provinciaux d'approbation». Le ministre québécois du Développement durable, de l'Environnement et des Parcs a été incapable de répondre à nos questions avant l'heure de tombée vendredi.

Le député néodémocrate Peter Julian ne l'entend pas ainsi. Il rappelle que le Commissaire à l'environnement avait prédit ce printemps qu'avec C-38, on passerait de 4000 à 6000 évaluations environnementales par année à 20 ou 30. «Les conservateurs éliminent 99% des évaluations environnementales au fédéral. C'est grossièrement irresponsable et c'est ridicule de prétendre que l'intérêt environnemental est ainsi protégé.»

Le gouvernement de Stephen Harper avait profité du dépôt de son projet de loi budgétaire ce printemps pour inclure une réforme en profondeur du processus d'évaluation environnementale, notamment. Ce gigantesque document législatif de 431 pages et 753 articles avait suscité la colère à la Chambre des communes et nécessité un marathon de votes pour être adopté par les députés.

Le Devoir

Irak: une objectrice de conscience déboutée

HÉLÈNE BUZZETTI

Correspondante parlementaire à Ottawa

La soldate américaine Kimberly Rivera, qui s'était réfugiée au Canada pour ne pas retourner au front irakien, ne pourra pas rester ici. Son examen des risques avant renvoi a été rejeté — une seconde fois — cette semaine, ce qui signifie que le Canada ne pense pas que la femme court des risques en retournant dans son pays.

Mme Rivera a servi de manière volontaire en Irak pour un conflit qu'elle croyait «noble». Mais sur place, elle est plutôt arrivée à la conclusion qu'il s'agissait d'une guerre illégitime. Elle a demandé l'asile au Canada pour ne pas avoir à retourner au front. Sa demande avait été rejetée une première fois en 2008. Elle a obtenu le droit que sa demande soit réexaminée, mais elle a encore perdu sa cause cette semaine. Le Canada lui demande de quitter le pays le

20 septembre prochain. Mme Rivera, qui a quatre enfants dont deux sont nés au Canada, espère maintenant pouvoir rester pour motif humanitaire.

Mme Rivera craint d'être emprisonnée à son retour aux États-Unis. Un porte-parole du groupe Campagne d'appui aux résistants à la guerre explique que 94% des déserteurs américains obtiennent un congé administratif, mais les 6% restants, ceux qui prennent la parole publiquement contre les guerres américaines, ont tendance à servir d'exemple.

Au bureau du ministre de la Citoyenneté et de l'Immigration, Jason Kenney, on se dit d'accord avec la décision. «Les déserteurs militaires américains ne sont pas des réfugiés légitimes au sens internationalement reconnu du terme. Ces demandes sans fondement congestionnent le système pour les véritables réfugiés qui fuient la persécution», a déclaré son porte-parole.

Le Devoir

Congédié?
Voyez
François Gendron
avocat
LL.L., M.A., Ph.D.
Vieux Montréal 514.845.5545

www.artduchi.com/quebec
L'ART DU CHI
session d'automne
Cours d'essai gratuits:
lundi 10 sept., 9h
jeudi 13 sept., 18h
samedi 15 sept., 14h
4416, boul. St-Laurent, local 302 514-272-7672

Sophie DOWNS
Membre O.P.Q. et R.C.P.O.S.S.
Psychologue clinicienne
ADULTES · COUPLES
25 ANS D'EXPÉRIENCE
514-861-0630
VIEUX-MONTRÉAL

Papeterie
Casse - Noisette
«L'avenir, c'est à vous de l'écrire»
Cahiers Clairefontaine
et ses collections
Sceaux, cires à cacheter,
instruments d'écriture
445, rue St-Sulpice, Vieux-Montréal Téléphone: 514 845-4980
Heures d'ouverture:
du lundi au vendredi de 10 h 00 à 18 h 00
les samedis et dimanches de 10 h 00 à 16 h 30

Conférence grand public
organisée par **Présence Musulmane Canada**
et **Muslim Association of Canada**

La démocratie à l'épreuve de la crise : du printemps arabe au printemps érable

Lundi 3 septembre 2012, 18h30 à 22hres

Conférencier d'ouverture
Omar Aktouf

Conférencier principal

Tariq Ramadan

Séance additionnelle avec Tariq Ramadan:
«La quête spirituelle»

Après la conférence M. Ramadan signera son dernier livre
L'Islam et le reveil arabe

Palais des congrès de Montréal/Salle 701
Métro Place d'armes
Prix d'entrée : 15\$

www.presencemusulmane.com

ACTUALITÉS

Sur la route pour sauver Katimavik

La néodémocrate Charmaine Borg a passé l'été à sillonner le Canada pour recueillir des appuis

ÉLIANE BRISEBOIS

Katimavik a changé la vie de David Cusson qui, à 18 ans, après un parcours scolaire difficile et des épisodes de consommation de drogue, semblait sans avenir.

Grâce à ce programme, il a vécu sa première expérience de bénévolat au YWCA d'East Vancouver, dans le quartier d'East Hasting, l'un des plus pauvres du Canada. Unilingue francophone à cette époque, il s'occupait des enfants de la garderie de ce centre d'aide pour les femmes victimes de violence. « Pour lui, c'a été important de se sentir revalorisé, de voir qu'il était apprécié pour qui il était, de pouvoir venir en aide aux autres et de montrer aux jeunes, dans un centre de femmes battues, que les hommes ne sont pas tous mauvais », soutient sa mère, Johanne Fortaich.

Aujourd'hui âgé de 26 ans, David réside près de Lake Louise, en Alberta, où il travaille et a fondé une famille.

Depuis 1977, Katimavik a offert à 30 000 jeunes Canadiens, comme David, une expérience de travail bénévole dans plusieurs communautés du pays et l'occasion d'apprendre une autre langue. Mais les activités de l'organisme ont pris fin, Katimavik ayant été victime des der-

nières compressions budgétaires fédérales. Le gouvernement conservateur a en effet mis un terme à son financement annuel de 14 millions, soutenu par Patrimoine Canada.

Dans un courriel envoyé au *Devoir*, James Maunder, porte-parole du ministre du Patrimoine canadien et des Langues officielles, James Moore, affirme que « Katimavik est l'un des programmes les plus coûteux financés par le gouvernement du Canada. [...] Il a reçu jusqu'à 21 millions de dollars de la part des contribuables annuellement sur plus de 30 ans. Il est temps que Katimavik s'autofinance ».

Motion du NPD

Sans préavis, les 600 jeunes censés commencer leurs six mois de travail communautaire cet été se sont retrouvés le bec à l'eau. Tous les programmes de Katimavik, excepté l'éco-stage, financé par le Secrétariat à la jeunesse du Québec, ont dû être suspendus, laissant dans une situation difficile certains organismes des nombreuses communautés du pays qui attendaient cette aide bénévole.

« Dans les petites communautés de 5000 personnes ou comme à Whitehorse, où c'est très isolé, ça va vraiment leur nuire de ne plus avoir ce vent de jeunesse qui arrivait chaque année », affirme Charmaine



FRED CHARTRAND LA PRESSE CANADIENNE

Le 25^e anniversaire de Katimavik a été célébré sous la présidence de Justin Trudeau en octobre 2002 en présence du premier ministre de l'époque, Jean Chrétien, et du fondateur de l'organisme, Jacques Hébert (à droite).

Borg, députée néodémocrate de Terrebonne-Blainville, au nord de Montréal.

Au printemps dernier, pour réclamer le retour du financement de Katimavik, la députée a déposé à la Chambre des communes une motion qui sera débattue à l'automne. Elle est aussi revenue à la charge quotidiennement en présentant les signatures d'une pétition pour un total de près de 7000 noms. En cette période

estivale, M^{me} Borg a entrepris une tournée de solidarité à travers le Canada pour faire du bénévolat là où l'on attendait l'aide de Katimavik.

Whitehorse, Lethbridge, Winnipeg, Sioux Lookout et Hamilton; sillonnant l'ouest du pays, Charmaine Borg dit avoir constaté l'importance du programme. « Les gens étaient contents de discuter des impacts du programme sur leur communauté et des effets de ne plus

avoir les participants de Katimavik pour les aider », indique-t-elle. Par exemple, à Sioux Lookout, petite ville du nord-ouest de l'Ontario de 5000 habitants, la députée a noté que plusieurs organismes craignent pour leur bon fonctionnement, faute de bénévoles.

Du côté de Winnipeg Harvest, un organisme manitobain qui lutte contre la faim et la pauvreté en desservant chaque mois 54 000 personnes, et où M^{me} Borg a été bénévole pendant sa tournée, on dit perdre « des personnes qui aidaient beaucoup ». « Les jeunes qu'on accueillait préparaient les paniers de nourriture. Le nombre d'employés n'est pas élevé et, si on perd des bénévoles, les employés devront faire ce travail en plus du leur. Il leur sera plus difficile de répondre aux besoins », précise la porte-parole Shelley Sauve.

Elle espère donc elle aussi que le programme reverra le jour. « Katimavik change les jeunes qui y participent. Leur expérience n'est pas une année de vacances; c'est une année de travail, de maturité. Ils seront nos leaders... »

Pétition

Aux yeux de Pierre Cusson, le père de David, le programme « fait connaître le pays aux jeunes, sa diversité géographique, culturelle et lin-

guistique » et représente « une aide incroyable pour plusieurs communautés ». « On fait d'une pierre deux coups avec ce programme parce qu'on fait grandir des jeunes et on bâtit le Canada. »

Charmaine Borg terminera lundi sa tournée pancanadienne en visitant les provinces de l'Est. A la rentrée parlementaire, elle sera en mesure de présenter encore plus de témoignages et de signatures de sa pétition. Elle promet de parler de Katimavik chaque jour en Chambre, jusqu'à ce qu'elle obtienne satisfaction.

Pendant ce temps, à Katimavik, où le nombre d'employés est passé de 138 à 29, on cherche de nouvelles sources de financement. L'histoire leur donnera peut-être raison d'espérer. En 1986, le gouvernement conservateur de Brian Mulroney, alors au pouvoir, avait aussi coupé le financement de Katimavik. Le défunt sénateur libéral Jacques Hébert, fondateur du programme, avait entrepris une grève de la faim dans le hall du Sénat dans l'espoir de voir renaître Katimavik. C'est finalement en 1994, sous le gouvernement libéral de Jean Chrétien, que le financement a été rétabli.

Collaboratrice
Le Devoir

VENDREDI, SAMEDI ET DIMANCHE
LES 31 AOÛT, 1^{ER} ET 2 SEPTEMBRE

ÉCONOMISEZ
100%
AVEC TOUT ACHAT
DE 100 \$
ET PLUS

La modération
a bien meilleur goût.

EducAlcool

PRENEZ GOÛT
À NOS CONSEILS



18+

Titulaires de permis, agences de la SAQ, comptoirs Vin en vrac et SAQ Dépôt exclus. L'offre Économisez 10% avec tout achat de 100\$ et plus (après toute autre réduction) est en vigueur du 31 août au 2 septembre 2012 seulement et s'applique uniquement aux produits offerts en succursale, à l'exception des cartes-cadeaux SAQ, des cartes de dégustation et des bons-cadeaux « Les Connaisseurs », ainsi que des produits commandés par l'entremise du service des commandes privées et de ceux en vente dans le catalogue *Le Courrier vinicole*. La consigne sur les bières est exclue du montant d'achat donnant droit à l'escompte. Promotion également offerte dans SAQ.COM. Achats non cumulatifs. Aucune mise de côté n'est acceptée. 18 ans ou plus.

LÉGIONELLOSE

La DSP
refuse
de nommer
les coupables

ISABELLE PORTER

à Québec

La Direction de la Santé publique (DSP) refuse de dire au public sur quel immeuble de Québec se trouve la tour de refroidissement à l'origine de l'épidémie de légionellose. Elle plaide que pour l'instant, cette information n'existe pas.

« Présentement, est-ce que je détiens de l'information qui me permettrait de dire quelle tour serait responsable de l'écllosion? Cette information n'existe pas », a déclaré le directeur régional François Desbiens vendredi.

L'analyse des prélèvements faits dans les tours suspectes prend de deux à trois semaines, plaide-t-il. « Ça va encore prendre certainement quelque temps par la suite pour analyser la situation. »

Les experts s'entendent pour dire que la tour à l'origine de l'épidémie devait avoir des concentrations de bactéries très élevées pour contaminer autant de gens. La légionellose, faut-il le rappeler, n'est pas contagieuse et se serait transmise via des particules d'eau dans l'air.

La DSP s'est par ailleurs engagée à dévoiler la liste des 70 propriétaires ciblés par une nouvelle ordonnance sur les normes de nettoyage au chlore. « Je ne sais pas à quel moment on va [avoir la liste] parce que nos procureurs sont en train de délivrer l'ordonnance par des huissiers. »

Quant à savoir s'il dévoilera l'identité des coupables une fois les résultats des tests de laboratoire connus, M. Desbiens dit attendre « les avis de [ses] avocats » sur « le niveau de précision » qu'il peut donner dans « son rapport final » sur l'écllosion.

Vendredi, sept cas se sont ajoutés au 151 déjà connus, mais on ne dénombrait aucun décès supplémentaire. « Il semble y avoir une diminution de ces cas-là présentement », a déclaré M. Desbiens. « Mais j'ai encore des cas. Ce n'est pas la fin de l'écllosion. »

La DSP souligne toutefois que la population ne court plus de risques d'attraper la maladie et que les nouveaux patients ont été exposés il y a plus d'une semaine à la bactérie. D'emblée, les inspections en cours sont de nature préventive.

Le Devoir

Chères Québécoises, chers Québécois,

Vous avez entendu toutes sortes de choses à propos du vote de mardi prochain : « un vote pour ceci, c'est un vote pour cela », « un vote pour celle-ci fera élire celui-là »... Ne commencez-vous pas à être fatigués de penser à des stratégies à court terme? Au lieu de voter pour le « moins pire », n'est-il pas plus utile de voter avec enthousiasme pour vos opinions, pour le Québec dont vous rêvez, pour le Québec que vous voulez?

Quant à nous, nous avons travaillé et milité toute notre vie pour améliorer le quotidien des gens autour de nous. En 2006, nous avons décidé avec un millier de personnes de nous lancer en politique pour changer le Québec avec audace et confiance.

Aujourd'hui, au nom des 12 495 membres de Québec solidaire, nous vous proposons de voter le 4 septembre avec votre cœur, vos valeurs, vos idéaux pour la justice, l'égalité entre les hommes et les femmes, la transformation écologique de notre économie, la prospérité partagée et l'indépendance du Québec.

Si mardi, toutes celles et tous ceux qui défendent ces principes votent pour Québec solidaire, l'Assemblée nationale en sera transformée. Dans 124 circonscriptions, nos candidats et candidates font campagne pour vous offrir cette possibilité. Nous pourrions alors compter sur les députés et députées de Grouin, de Mercier, de Ste-Marie-St-Jacques, de Laurier-Donjon, de Taschereau, d'Hochelaga-Maisonneuve et quelques autres pour former une équipe forte et pour exercer, au besoin, la balance du pouvoir.

Pour construire le Québec ensemble, le vote le plus utile, c'est de donner un élan à nos rêves et à nos espoirs!

Françoise David Ami Khadi



DEBOUT

ACTUALITÉS

MAROIS

SUITE DE LA PAGE 1

ainsi écouter ce que les régions, la métropole et la Capitale nationale ont à dire afin d'adapter les programmes gouvernementaux. Une de mes grandes préoccupations, c'est que l'État n'agisse pas en appliquant les mêmes politiques de la même façon, partout à travers le Québec », a affirmé Pauline Marois.

Celui ou celle qui hériterait de ce nouveau mandat devrait tenir compte des points de vue exprimés aux quatre coins du Québec lorsque le gouvernement propose une nouvelle politique, établit des règles, instaure des programmes ou offre un service. Le modèle reste à préciser. Mais il est clair pour la chef péquiste que la voie du partenariat pourra être empruntée pour la gestion des services, leur organisation et leur prestation. Les milieux économique, communautaire (organismes à but non lucratif) et institutionnel (municipalités, MRC) pourraient être sollicités.

« Évidemment, notre objectif est que tout cela reste équitable et que chacun puisse avoir accès à la même qualité de services », a précisé Pauline Marois.

Réforme des institutions

La réforme des institutions relèvera également de ce nouveau portefeuille ministériel. Au cours de la campagne électorale, le PQ s'est engagé à mettre fin au pouvoir absolu du premier ministre de déclencher des élections quand bon lui semble et, donc, à instaurer des élections à date fixe. La responsabilité de la Gouvernance démocratique entraînera également des modifications au financement de la campagne électorale. L'État prendrait le relais des électeurs, qui ne pourraient plus verser plus de 100 \$ à une caisse électorale.

Des changements au mode de scrutin ne sont toutefois pas dans la mire de Pauline Marois. Malgré la grogne dans la population devant les écueils du système uninominal à un tour qui entraîne les débats autour du vote stratégique, le PQ se limite à proposer que le Directeur général des élections analyse la situation. « On se réengagera dans une réflexion », s'est bornée à dire la chef péquiste.

Les référendums d'initiative populaire seront également sous la responsabilité d'un éventuel ministre de la Gouvernance démocratique.

Ce poste ministériel s'apparente à ce qui a été fait sous le gouvernement de Bernard Landry. Des consultations populaires avaient alors été menées, suivies d'États généraux sur la réforme des institutions démocratiques, mais le tout était resté lettre morte. Même le Parti québécois n'avait pas cru bon de déposer de mémoire. À l'inverse, l'Action démocratique du Québec avait été particulièrement dynamique dans ce dossier.

Concernant la participation citoyenne, M^{me} Marois a indiqué que des forums de consultation populaire pourraient être créés. La structure, qui reste à définir, pourrait notamment être utile lors de la préparation de projets de loi. « On a parfois l'impression que c'est un peu frustrant qu'il y ait seulement en commission parlementaire où l'on peut donner son point de vue », a commenté la chef péquiste.

Accession à la souveraineté

Pauline Marois a précisé, par ailleurs, que ce poste ne peut pas être assimilé à la promotion de la souveraineté. Elle entend conserver « la main haute sur cette question ». « Je ne crois pas que je puisse me départir de cette responsabilité. Mais on peut imaginer un ministre délégué qui aurait les responsabilités de la souveraineté et des affaires intergouvernementales canadiennes, puisque les deux se conjuguent », a-t-elle expliqué.

Cette dernière s'est bien défendue de souffler le chaud et le froid sur la question de la souveraineté. La chef du Parti québécois prévoit réclamer rapidement d'Ottawa le transfert de certains pouvoirs, si elle devient première ministre. Entre-temps, son ministre délégué devra préparer « l'appui à la souveraineté », a-t-elle souligné au Devoir.

Il n'est toutefois pas question d'adopter une attitude de confrontation face au gouvernement de Stephen Harper, a affirmé Marois lors de son passage, vendredi, en Outaouais. Aux journalistes qui la suivent jour après jour, elle a justifié ses éventuelles revendications, notamment pour rapatrier le programme d'assurance-emploi. « D'ici à ce que nous choisissons de devenir souverains, je crois que le Québec doit progresser, doit avancer », a-t-elle dit, ajoutant qu'elle serait « polie » mais « ferme ».

M^{me} Marois garderait toutefois les deux pieds ancrés dans le Conseil de la fédération, symbole pourtant honni des troupes souverainistes. Un gouvernement du Parti québécois continuerait de jouer un rôle dans la structure de renforcement de la fédération

canadienne mise en place par Jean Charest. « On ne pratiquera jamais la politique de la chaise vide », a-t-elle déclaré.

Au moment de la création du Conseil de la fédération, en 2003, quelques mois après l'accession au pouvoir des libéraux, le Parti québécois jugeait sévèrement l'initiative, y voyant une façon de ramener le Québec au même rang que les autres provinces et, surtout, de l'intégrer dans la dynamique canadienne. De fait, le Conseil de la fédération, qui regroupe les 13 premiers ministres des provinces et territoires canadiens, vise « l'édification d'un régime fédéral plus constructif et coopératif ».

Bien que M^{me} Marois se montre critique à l'endroit de cette structure, « un instrument qui n'a donné aucun résultat », elle entend y participer, perpétuant ainsi la façon de faire adoptée par ses prédécesseurs péquistes face aux voisins provinciaux. « Je m'en suis payé en maudit des rencontres fédérales-provinciales et interprovinciales quand j'étais ministre », a-t-elle rappelé avant d'insister sur sa volonté d'avoir des relations directes avec le premier ministre du Canada.

Comprendre les messages

Dans la perspective de l'élection de M^{me} Marois, le président de la Caisse de dépôt et placement, Michael Sabia, devra épouser les orientations d'un éventuel gouvernement souverainiste. La chef péquiste a toutefois précisé qu'il n'y aurait pas d'interventions dans des dossiers spécifiques. « Ce sera clair sur ce que nous voulons faire. Je verrai avec M. Sabia s'il est confortable avec nos orientations. [...] Derrière des portes closes, je poserai un certain nombre de questions », a-t-elle affirmé.

Lors du référendum de 1995, la Caisse de dépôt et placement avait été impliquée dans la préparation d'une éventuelle victoire en s'assurant qu'il n'y aurait pas de perturbations sur les marchés.

M^{me} Marois a également indiqué qu'elle évaluera la situation Hydro-Québec, y compris sa haute direction. « Je ne veux pas faire de chasse aux sorcières. Et je ne pense pas qu'en arrivant au gouvernement, on doit mettre tout le monde dehors. Mais il y a des règles claires qui seront établies. Je saurai prendre mes décisions. J'imagine que les chefs de ces sociétés d'État comprendront les messages et que nous serons capables de cheminer ensemble », a-t-elle tranché.

Avec la collaboration de Robert Dutrisac
Le Devoir

INQUIÉTODES

SUITE DE LA PAGE 1

année référendaire, ou auparavant sont des gens qui « se sont probablement habitués à l'idée qu'une fois par génération, les Québécois ont le droit de se poser la question de leur présence ou non continue dans la fédération canadienne », souligne Daniel Weinstock, professeur à la faculté de droit de l'Université McGill. « On vit au Québec, on vit avec ça. »

Le philosophe observe dans cette campagne électorale davantage une « peur de ce que fera le Parti québécois avec le pouvoir qui lui sera confié » qu'une « peur d'un référendum comme tel ».

Néanmoins, Québec solidaire (QS) a cru bon de distribuer des tracts en deux versions dans la circonscription de Mercier. La première version, en français, invite les Francois à se tenir « debout pour notre pays » et une « éducation gratuite », tandis que la seconde, en anglais, appelle à « stand up, with Québec solidaire, for a more just Québec ». Irrités par le mutisme du dépliant destiné aux anglophones de la circonscription sur le projet de « pays du Québec », des militants ont refusé de les distribuer aux électeurs. Le coporte-parole de QS — et candidat dans Mercier — Amir Khadir se défend farouchement de dissimuler son projet de « construire le pays du Québec » aux Anglois. « Ce n'est pas contradictoire. On met l'accent sur différents éléments. [...] Nous, on est indépendantistes, mais on ne le fera pas en l'enfonçant dans la gorge de tout le monde. »

Crise d'identité

Face à la perte de vitesse du français, notamment dans la région métropolitaine, le PQ compte renforcer la Charte de la langue française, notamment en y assujettissant les cégeps. Si les péquistes ravissent le pouvoir le 4 septembre, les portes des cégeps de langue anglaise seraient du coup fermées pour plus de 6900 francophones et 5600 nouveaux arrivants chaque année, selon la Fédération des cégeps.

« Si les allophones n'avaient du jour au lendemain plus accès aux cégeps anglophones ou ne pouvaient le faire qu'en payant le plein prix, ce serait, sans être une déclaration de décès, la mort annoncée pour au moins certaines institutions qui ont leur importance dans la vie anglophone », explique Daniel Weinstock. « Une communauté vit par ses institutions. »

Les promesses du PQ de réviser le programme d'immersion en anglais offert aux élèves de 6^e année du primaire à compter de cette année et de faire de la maîtrise du français un prérequis pour les nouveaux arrivants — non plus les anglophones de souche et les autochtones — souhaitant briguer les suffrages ont aussi semé l'inquiétude. Mais le projet de Charte de la laïcité qui consacrerait la neutralité de l'État dans ses diverses manifestations en obligeant notamment les agents de l'État à s'abstenir de porter tout signe religieux ostentatoire a, lui, été accueilli avec une volée de bois vert.

« Marois talks constantly about "nous" — and makes it clear that it doesn't include "moi" or "vous" », a déploré le columnist à The Gazette Josh Freed, qui est également l'auteur du livre à succès *The Anglo Guide to Survival in Québec*.

« Comme je l'ai expliqué à un ami proche au cours d'un dîner dans une longue discussion sur le PQ et les référendums et la xénophobie et l'intolérance : j'en ai marre de cette merde », a écrit un cadre d'une université anglophone. Précisant au passage n'avoir « jamais été un "angryphone" », l'homme, qui a déménagé ses pénates dans la métropole québécoise il y a un quart de siècle, s'interroge sur sa volonté de « vivre dans le monde brave de Pauline Marois ». « Pas si sûr. Et qu'est-ce que je peux faire à ce sujet ? Not bloody much. »

Si « ça ne semble pas utile d'utiliser de la rhétorique enflammée comme celle-là pour caractériser les positions du Parti québécois » aux yeux du professeur Weinstock, il n'en demeure pas moins que les positions de la « moulture 2012 » du PQ s'avèrent « beaucoup plus conservatrices », selon lui.

« La plus dangeureuse élection »

Le scrutin de mardi est ni plus ni moins « la plus dangeureuse élection dans les [dernières] décennies », selon le magazine canadien-anglais *Maclean's*. Le journaliste Martin Patriquin — célèbre pour avoir signé l'article-choc « Québec : The most corrupt province » — s'y efforce d'expliquer comment « les attaques pas si subtiles du PQ contre l'anglais a alimenté un retour inquiétant de la politique identitaire ».

Le programme politique du PQ en matière d'identité a également suscité des critiques sévères chez des francophones... souverainistes. En entrevue avec l'équipe éditoriale du *Devoir*, le coporte-parole de Québec solidaire, Françoise David et Amir Khadir, ont invité la chef du Parti québécois à ne négliger aucune précaution, dont celle d'« aller voir où sont les consensus sociaux », si elle affronte ces « questions sensibles ». « Je ne comprends pas en quoi ça nous avance de heurter les minorités, de les mettre à l'index, de susciter ce genre de tensions, qui ne sont pas à l'avantage du camp souverainiste », a affirmé M. Khadir.

Sur ce terrain, un gouvernement dirigé par Pauline Marois « essaiera de créer des conditions gagnantes pour un autre référendum » et donc de doper les intentions de vote pour le Oui, soupçonne Daniel Weinstock. Pour y arriver, il pourrait monter de toutes pièces des « conflits constitutionnels ». Une recette : 1. faire adopter par l'Assemblée nationale une Charte de la laïcité ; 2. assister à son invalidation par la Cour suprême du Canada ; 3. marquer aux Québécois qu'ils sont emprisonnés dans le cadre constitutionnel canadien.

Le Devoir

Le Devoir

GENTILLY

SUITE DE LA PAGE 1

turelles et de la Faune, Nathalie Normandeau, se faisant l'écho de propos similaires de la bouche du premier ministre Jean Charest et du président d'Hydro-Québec, Thierry Vandal.

La version cinématographique de ce documentaire, qui sera en salles quelques jours avant sa diffusion à la télé publique, se termine sur une scène filmée chez Bélanger Métal, à Trois-Rivières. On y voit dans un conteneur les restes déchiquetés d'un réservoir qu'une « firme d'ingénierie » lui a rempli à des fins de recyclage. Ces déchets se révèlent être radioactifs malgré tous les contrôles provinciaux et fédéraux. Des déchets à ce point dangereux — ceux-là proviendraient du démantèlement de la défunte centrale G1, démolie parce que trop dangereuse ! — sont censés n'aboutir que dans des sites autorisés. Mais en dehors des terrains de la centrale G2, il n'y en a aucun, en attendant que soit créé un site d'élimination définitif au Canada.

Ce serait d'ailleurs pour permettre au Québec de demeurer en lice pour obtenir le doux privilège de devenir la « poubelle nucléaire » du Canada, que le gouvernement Charest et Hydro-Québec ont demandé et obtenu le feu vert de la Commission canadienne de sécurité nucléaire (CCSN), et ce, afin de prolonger jusqu'en 2040 la vie de cette centrale, qui devait fermer ses portes en 2008. Voilà ce qu'affirme dans le documentaire l'ancien ministre de l'Environnement du Québec dans le cabinet Charest, Thomas Mulcair, aujourd'hui chef du NPD fédéral.

Tout ça, affirme l'ancien membre du cabinet Charest, « c'est arrangé avec le gars des vues ! Il n'y a aucune justification possible [à relancer G2] autre que le fait qu'on cherche justement à utiliser le Québec comme poubelle ultime pour les déchets de l'ensemble du Canada. Il y a un plan bien arrêté. [...] La clé de voûte pour ceux qui veulent que ça aille au Québec, c'est G2. C'est la condition sine qua non » pour pouvoir créer un dépotier nucléaire dans la portion québécoise du Bouclier canadien pour les déchets radioactifs des 18 réacteurs construits au Canada.

Un danger bien réel

Le ministre allemand de l'Environnement et de la Sécurité nucléaire, Jim Trittin, explique dans ce film pourquoi l'Allemagne a décidé de fermer ses centrales nucléaires et de passer aux énergies vertes. L'État allemand, dit-il, a découvert après une vaste étude que dans un rayon de 5 km de la centrale de Geesthacht, près de Hambourg, « l'incidence de la leucémie était significativement plus élevée chez les enfants ».

« Même s'il n'a pas été prouvé hors de tout doute que la centrale en était la cause, ajoutez-il à l'écran, il était de notre devoir d'adopter une



LES PRODUCTIONS DE LA RUELLÉ

approche préventive en matière de santé ». Selon cette étude, le taux de cancer commençait à augmenter à 70 km de la centrale. Le taux grimpeait à 110 % à 30 km, à 126 % à 30 km et à 220 % à moins de 5 km.

Pour le Dr Ian Fairlie, radiologiste et spécialiste britannique des radiations attaché au Parlement européen, « ces études sont intéressantes pour le Canada, car les réacteurs allemands émettent les mêmes radionucléides », dont le tritium constitue un des éléments les plus dangereux.

Si on compare les concentrations de tritium autour des centrales allemandes et canadiennes, précise-t-il, « au Canada, elles sont de 20 à 30 fois supérieures ».

C'est pourquoi le Dr Fairlie affirme sans détour que « dans un rayon de 10 km autour du réacteur, il ne devrait pas y avoir de femmes en âge de procréer. Elles devraient quitter la région. Dans un rayon de 5 km, les gens ne devraient pas consommer les aliments du potager. [...] Si vous voulez fonder une famille, ne le faites pas à Bécancour ou dans un rayon de 10 km ».

Hydro-Québec soutient pour sa part que G2 respecte les normes, mais encore faut-il savoir lesquelles. En Californie, précise le documentaire, la norme de rejet de tritium est de 15 becquerels par litre d'eau, en Europe de 100 et au Canada de 7000, soit 467 fois plus. Autour de G2, selon les rapports de la centrale, les concentrations ieraient de 2000 à 3000 becquerels par litre d'eau. La centrale en rejeterait un trillion par jour, moitié dans l'air, moitié dans l'eau.

Le directeur de la santé publique de la région trifluvienne, le Dr Gilles Grenier, estime pour sa part qu'on ne peut pas se fier aux études allemandes, étasuniennes ou même celles faites au Canada avec des populations importantes, donc statistiquement significatives, même si elles constatent une augmentation des cancers et des leucémies infantiles autour des centrales nucléaires.

« Ce n'est pas responsable de faire une extrapolation de la sorte et de dire que vivre autour d'une centrale nucléaire au Québec, comme G2, c'est dangereux. On n'a pas de données scientifiques pour appuyer ces affirmations-là. On est catégoriques là-dessus », dit-il.

Pourtant, c'est dans un document de ses propres services — intitulé *Surveillance des nouveaux cas de cancer par municipalités autour de la centrale G2/2000-04* — qu'on apprend que le taux de cancer décelé autour de la centrale dépasse de 27 % la moyenne provinciale, ce qui se compare aux études considérées comme statistiquement significatives.

Parmi les graves anomalies de santé répertoriées dans un rayon de 10 km de la centrale, on retrouve trois enfants, sans lien de parenté, nés sans orifice anal. Sur la seule rue Des Glaieuls, non loin de G2, sur 11 grossesses qui se sont soldées par des avortements spontanés, le documentaire recense 5 avortements avec malformations congénitales multiples.

Ce qui agène le Dr Eric Notebeart, professeur de médecine à l'Université de Montréal, à dire des impacts du tritium : « Quand on parle d'une maladie qui tue, ben là, le principe de précaution doit s'appliquer. Faut se mettre tous ensemble et faire comprendre au gouvernement que ça n'a pas d'allure, et si le gouvernement ne comprend pas, faut changer de gouvernement et trouver un gouvernement [...] qui va comprendre le bon sens. »

Dans l'élection en cours, le Parti québécois s'engage à fermer G2 et, partant, la filière nucléaire au Québec. Les libéraux de Jean Charest ont plutôt piloté le dossier de la reconstruction de la centrale jusqu'au feu vert fédéral. Quant au chef de la CAQ, François Legault, il vient d'affirmer au *Nouveliste* que ne pas restaurer G2 serait « irresponsable », en raison, notamment, des 800 emplois qui en dépendent.

Le Devoir

Le Devoir

LE DEVOIR

Les bureaux du Devoir sont situés au 2050, rue De Bleury, 9^e étage, Montréal (Québec), H3A 3M9 ☎ Place-des-Arts Ils sont ouverts du lundi au vendredi de 8h30 à 17h Renseignements et administration : 514 985-3333



Le Devoir sur ledevoir.com



sur Facebook et sur Twitter

La rédaction

Au téléphone 514 985-3333 / 418 643-1541
Par courriel redaction@ledevoir.com
Par télécopieur 514 985-3360

Publicité

Au téléphone 514 985-3399
Extérieur de Montréal (sans frais) 1 800 363-0305
Par télécopieur 514 985-3390

Avis publics et appels d'offres

Au téléphone 514 985-3344
Par courriel avisdev@ledevoir.com
Par télécopieur 514 985-3340

Petites annonces et publicité par regroupement

Au téléphone 514 985-3322
Par télécopieur 514 985-3340

Abonnements (lundi à vendredi, 7h30 à 16h30)

Au téléphone 514 985-3355
Extérieur de Montréal (sans frais) 1 800 463-7559
Par courriel abonnements@ledevoir.com
Par télécopieur 514 985-5967

Agenda culturel

Au téléphone 514 985-3346
Par télécopieur 514 985-3390